

Médias et invisibilité sociale : Le rôle des médias dans le processus de visibilité ou d'invisibilité sociale de certains publics

Synthèse du rapport de recherche pour
l'Observatoire National de la Pauvreté et de
l'Exclusion Sociale

Lucie Loubère, Natacha Souillard, Nadia El Hadani, Mariola Moreno

Calvo, Pascal Marchand¹

29 janvier 2016

¹ Université de Toulouse ; *Laboratoire d'études et de recherches appliquées en sciences sociales* (LERASS) ; 115B route de Narbonne ; BP 67701 ; F-31077 Toulouse Cedex 9 ; France.
pascal.marchand@iut-tlse3.fr

Sommaire

Introduction/ ancrage théorique	3
Une canalisation des opinions.....	3
Un <i>grand méchant monde</i>	3
Des croyances médiatiques.....	4
Des stéréotypes envahissants	6
Problématique / angle d'approche de l'invisibilité	7
Construction et diffusion des représentations.....	7
Méthodologie	9
Résultats	9
Une invisibilité liée au travail	9
Une invisibilité liée à la pauvreté	11
L'invisibilité liée aux quartiers : Ceux qui parlent.....	13
Comment la presse institutionnelle parle-t-elle des quartiers? (l'invisibilité par cadrage médiatique)	14
Qui prend la parole dans la presse institutionnelle et dans quel but? (une parole médiée, les contraintes d'accès des voix ordinaires et discordantes aux médias)	16
Quelles images la presse associative renvoie-t-elle des quartiers? (une image alternative des quartiers).....	18
Quelle parole la presse institutionnelle rend-elle audible? (un espace d'expression non conditionné par les catégories sociales)	19
Conclusion	19

Introduction/ ancrage théorique

L'étude des relations entre les médias et la pensée sociale, constitue un des fondements de la psychologie sociale. Au-delà de l'action directe que représentent les prises de positions des lignes éditoriales, nombre de travaux ont permis de mettre à jour les effets indirects de ces sources d'informations sur la formation des opinions des populations. Nous présentons ici brièvement les théories majeures à partir desquelles nous avons souhaité appréhender la problématique de l'invisibilité médiatique.

Une canalisation des opinions

Selon la "*cultivation theory*", la fonction principale des moyens de communication de masse est de façonner les perceptions, les attitudes, les valeurs et les comportements des sujets. Ainsi, Gerbner, Gross, Morgan et Signorielli (1980)² décrivent les effets des médias comme extrêmement répandus, les deux concepts centraux proposés dans cette approche étant ceux de "*mainstream*" et de "*resonance*". Le premier se réfère au processus d'homogénéisation des perceptions, des attitudes et des valeurs du public suite à l'exposition aux messages, en particulier ceux véhiculés par les programmes de télévision. On suppose que l'homogénéisation est proportionnelle à la quantité d'expositions, et cette hypothèse est vérifiée à travers la comparaison entre des spectateurs assidus (*heavy viewers*) et non assidus (*light viewers*). L'exposition réduirait les différences d'attitude qui distinguent habituellement différents groupes sociaux (Cf. pour un compte-rendu plus détaillé : Gerbner, Gross, Morgan & Signorielli, 1986, 1994)³.

Le concept de "*resonance*" se réfère à l'accentuation des effets des médias lorsqu'interviennent des causes externes conformes à l'image véhiculée par les médias. Par exemple, l'image du contexte social en tant que violent peut être renforcée par le fait de vivre dans une agglomération urbaine au taux élevé de criminalité (Doob & McDonald, 1979)⁴. Les principales critiques faites à la "*cultivation theory*" concernent, d'un côté, la nature exclusivement corrélationnelle des résultats (sur le plan méthodologique) et, de l'autre, l'assertion que les messages sont homogènes, indépendamment du genre télévisé et de la sélectivité de l'exposition (c'est-à-dire du genre de programmes le plus vu).

Un grand méchant monde

Les individus se font une idée de la « dangerosité » de leur environnement social en disposant de deux sources d'information : leur expérience personnelle et ce qu'ils apprennent au travers, soit de leurs relations sociales, soit des médias. Dans ce dernier cas, et depuis les analyses de la presse de Davis (1952)⁵, on vérifie régulièrement que le traitement médiatique de la délinquance est très

² Gerbner, G., Gross, L., Morgan, M., Signorielli, N. (1980). The mainstreaming of America: Violence profile, 11. *Journal of communication*, 30, 10-29.

³ Gerbner, G., Gross, L., Morgan, M., Signorielli, N. (1986). Living with television: The dynamics of the cultivation process. In J. Bryant & D. Zillman (Eds.), *Perspective of media effects*. Hillsdale, NJ : Erlbaum, 17-40.

Gerbner, G., Gross, L., Morgan, M., Signorielli, N. (1994). Growing up with television: The cultivation perspective. In J. Bryant & D. Zillman (Eds.), *Media effects*. Hillsdale, NJ : Erlbaum, 17-41.

⁴ Doob, A.N., Macdonald, G.E. (1979). Television viewing and fear of victimization: Is the relationship causal? *Journal of Personality and Social Psychology*, 37 (2), 170-179.

⁵ Davis, F.J. (1952). Crime news in Colorado news papers. *American Journal of Sociology*, 57 (4), 325-330.

exagéré par rapport aux statistiques de la criminalité. Les statistiques du FBI montraient que moins d'1% des américains étaient victimes de violence criminelle par an. Or, chaque semaine, plus de la moitié des programmes de télévision relaient des actes de violence criminelle. Les médias accentuent donc l'importance des crimes par rapport à leur réalité telle que la police l'enregistre (Ditton & Duffy, 1983)⁶.

De plus, tandis que, dans les statistiques policières, la plupart des crimes étaient le fait de proches de la victime, les médias présentaient majoritairement des actes commis par des inconnus et, qui plus est, en surestimant les victimes blanches et les auteurs noirs et en sous-estimant les auteurs blancs et les victimes d'origines étrangères (Dixon & Linz, 2000)⁷.

Bien qu'apparemment éloignées des préoccupations présentes, ces études montrent que toutes les informations périphériques au message, sa mise en scène, imprègnent la mémoire de façon plus lente et plus subtile et traduisent une certaine façon de voir le monde : qui, à la télévision, est violent ? Les divers groupes sociaux sont-ils traités de façon équivalente ? Y a-t-il un prototype du violent ? Qui nous est montré comme luttant contre la violence ou manifestant une violence légitime ?

Des croyances médiatiques

Dans le premier chapitre de son ouvrage « *The World Outside and the Pictures in Our Heads* » (1922), Lippman distinguait déjà l'environnement (le monde tel qu'il existe en dehors de nous) et le pseudo-environnement (les perceptions que nous en avons) et il soulignait la lourde responsabilité de la presse dans sa description et son interprétation d'événements de la vie publique, que finalement peu de citoyens avaient la possibilité d'expérimenter directement : « les "leçons" à répétition que nous apprenons de la TV depuis notre enfance ont tendance à constituer la base d'une vision générale du monde qui fait de la télévision une source primordiale des valeurs, idéologies et représentations ainsi que des attitudes, croyances et images ».

Gerbner en faisait une démonstration astucieuse en montrant que, dans les enquêtes d'opinion, les différences socio-catégorielles classiques étaient plus difficiles à mettre en évidence chez les téléspectateurs les plus assidus. Il considérerait que l'opinion politique elle-même était *canalisée* par la télévision. Et on observe effectivement que plus l'audience visée est large et hétérogène, moins les messages sont « dérangeants », plus on développe une argumentation consensuelle, médiane, que l'on prétendra alors « non-idéologique ». Les personnes qui regardent souvent la TV ont moins tendance à être politiquement extrêmes et adoptent davantage une pensée convergente que ceux qui la regardent moins.

Les contenus dominants abordés dans les médias ne constituent pas la somme de tous les autres contenus, mais recouvrent une sorte de moyenne des opinions, valeurs et significations les plus largement partagées. Derrière l'apparente diversité des programmes et l'illusion de libre choix des spectateurs, il faut examiner les liens de cohérence que ces programmes entretiennent, les modèles de conduite, les rôles sociaux, les actions possibles, les valeurs transversales qui définissent le

⁶ Ditton, J., Duffy, J. (1983). Bias in the Newspaper Reporting of Crime News. *British Journal of Criminology*, 23(2), 159-165.

⁷ Dixon, T.L., Linz, D. (2000). Overrepresentation and underrepresentation of African Americans and Latinos as lawbreakers on television news. *Journal of Communication*, 50(2), 131–154.

« monde de la télévision » auxquels les individus sont exposés de plus en plus tôt et de plus en plus longtemps. La « canalisation » télévisuelle provoque ainsi une relative homogénéisation, un nivellement des points de vue divergents.

Le modèle de « l'agenda-setting » (Funkhouser, 1973⁸ ; MacKuen, 1981⁹ ; McCombs, 1981¹⁰ ; Iyengar & Kinder, 1987¹¹ ; Brosius & Kepplinger, 1990¹² ; Edelstein, 1993¹³ ; Scheufele, 2000¹⁴), davantage issu des sciences de l'information et de la communication que des sciences psychologiques (Cf. notamment Gerstlé, 1996¹⁵), postule un transfert de saillance d'objets et la saillance de leurs attributs depuis les médias vers l'opinion publique (McCombs & Shaw, 1993, p.62)¹⁶ : les choix et la hiérarchisation de l'information par les médias sont transférés dans les mêmes proportions à l'importance que le public accordera à chaque événement. Autrement dit, les idées et questions ayant reçu les plus grands traitements médiatiques tendent à devenir celles qui concernent le plus le public ou plutôt celles par lesquelles le public se sent le plus concerné. On retrouve ici la phrase fameuse de Cohen (1963)¹⁷ : « Les médias peuvent ne pas parvenir tout le temps à dicter aux gens ce qu'il faut penser, mais ils sont d'une redoutable efficacité pour leur dire ce à quoi il faut penser ». Mais on peut se souvenir de ce qu'Albert Camus remarquait déjà : « Non, ce n'est pas ce que le public veut, c'est ce qu'on l'a amené à vouloir, ce qui n'est pas la même chose » (*Combat*, 1944).

Il faut toutefois nuancer les effets aussi quantitatifs du traitement d'une information et prendre en compte des éléments qualitatifs, qui renvoient à sa tonalité émotionnelle (Greene & Wade, 1987¹⁸ ; Flora & Maibach, 1990¹⁹ ; Newhagen & Reeves, 1992²⁰). Les événements les plus dramatiques ou les plus intrusifs (Zucker, 1978²¹ ; Weaver, Graber, McCombs & Eyal, 1981²² ; Winter & Eyal, 1981²³)

⁸ Funkhouser, G.R. (1973). The issues of the sixties: an exploratory study in the dynamics of public opinion. *Public Opinion Quarterly*, 37, 62-75.

⁹ MacKuen, M.B. (1981). Social communication and the mass policy agenda. In M.B. MacKuen & S.L. Coombs (Eds.), *More than news : media power in public affairs*. Beverly Hills, Calif.: Sage. 19-144.

¹⁰ McCombs, M.E. (1981). The agenda-setting approach. In D.D. Nimmo & K.R. Sanders (Eds.), *Handbook of political communication*. Beverly Hills, Calif. : Sage. 121-140.

¹¹ Iyengar, S., Kinder, D.R. (1987). *News that matters*. Chicago, IL.: University of Chicago Press.

¹² Brosius, H.B., Kepplinger, H.M. (1990). The agenda-setting function of television news: Static and dynamic views. *Communication Research*, 17, 183-211.

¹³ Edelstein, A.S. (1993). Thinking about the criterion variable in agenda-setting research. *Journal of communication*, 43 (2), 85-99.

¹⁴ Scheufele, D.A. (2000). Agenda-Setting, Priming, and Framing Revisited: Another Look at Cognitive Effects of Political Communication. *Mass Communication & Society*, 3(2&3), 297-316.

¹⁵ Gerstlé, J. (1996). L'information et la sensibilité des électeurs à la conjoncture. *Revue Française de Science Politique*, 46 (5), 731-752.

¹⁶ McCombs, M.E., Shaw, D. (1993). The evolution of agenda-setting research: twenty-five years in the marketplace of ideas. *Journal of Communication*, 43 (2), 58-67.

¹⁷ Cohen, B. (1963). *The press and foreign policy*. Princeton, NJ : Princeton University Press.

¹⁸ Greene, E., Wade, R. (1987). Of private talk and public print: General pre-trial publicity and juror decision-making. *Applied cognitive psychology*, 1, 1-13.

¹⁹ Flora, J.A., Maibach, E.W. (1990). Cognitive responses to AIDS information: The effects of issue involvement and message appeal. *Communication Research*, 17, 759-774.

²⁰ Newhagen, J.E., Reeves, B. (1992). The evening's bad news: Effects of compelling negative television news images on memory. *Journal of communication*, 42 (2), 25-41.

²¹ Zucker, H.G. (1978). The variable nature of news media influence. In B.D. Ruben (Ed.), *Communication yearbook 2*. New Brunswick, NJ: Transaction Books, 225-240.

²² Weaver, D., Graber, D.A., McCombs, M.E., Eyal, C.H. (1981). *Media agenda-setting in a presidential election: Issues, images and interests*. New York: Praeger.

²³ Winter, J.P., Eyal, C.H. (1981). Agenda-setting for the civil-rights issues. *Public Opinion Quarterly*, 45, 376-383.

peuvent avoir des conséquences sur l'opinion publique au-delà du simple volume de leur traitement. On peut néanmoins noter qu'à l'heure de l'information continue, les événements les plus dramatiques et intrusifs sont également ceux qui reçoivent le plus grand volume de traitement.

La périodicité thématique est la cause d'un second phénomène sans doute plus proche de notre étude : la spirale du silence. Cette théorie (Noelle-neumann 1974, 1984)²⁴ propose ainsi une interprétation forte de l'impact des médias lesquels constitueraient l'instrument à travers lequel l'opinion publique exerce sa propre pression et son contrôle sur les particuliers « en réduisant au silence » les positions minoritaires. Ce phénomène met à jour un principe de sous-représentation médiatique d'une population, impliquant une image de minorité dans la société, sans forcément que cette répartition ne soit effective. Mais le *silence* n'est pas à envisager comme un lien entre l'invisibilité et l'absence de traitement médiatique. On peut observer, au contraire, qu'un traitement envahissant et ponctuel d'une population pourrait contribuer à son invisibilité, dans ce que nous appellerions une *spirale du vacarme*.

Des stéréotypes envahissants

Au-delà de la simple sous-estimation du nombre d'individus minoritaires, ceux-ci font l'objet de stéréotypes qui reposent, de plus, sur des représentations partielles et erronées (Gerbner, Gross, Signorielli & Morgan, 1980 ; Greenberg, 1986²⁵).

Cette répercussion indirecte du discours médiatique concerne une mise en scène des catégories sociologiques par les médias accentuant certaines caractéristiques se rapprochant ainsi des stéréotypes dont elles sont victimes. De nombreuses études (Cf. Greenberg & Brand, 1994²⁶, pour une revue de question comparative sur vingt ans), qui reposent davantage sur des analyses de contenu que sur des expérimentations, montrent que les médias ne traitent pas de la même façon les différents groupes sociaux. Les minorités ethniques, mais également les femmes, les personnes âgées ou les handicapés, sont sous-représentés et tiennent le plus souvent des seconds rôles ou des rôles non-sérieux (Weigel, Loomis & Soja, 1980²⁷). De même, dans les publicités, le rôle des femmes est, par comparaison aux hommes, moins souvent d'argumenter sur les raisons d'acheter le produit (McArthur & Resko, 1975²⁸ ; Manstead & McCullough, 1981²⁹ ; Livingstone & Greene, 1986³⁰).

²⁴ Noelle-Neumann E. (1974). Spiral of silence: A theory of public opinion. *Journal of Communication*, 24, 43-51.
Noelle-Neumann, E. (1984). *The spiral of silence : Public opinion – our social skin*. Chicago, IL.: University of Chicago Press.

²⁵ Greenberg, B.S. (1986). Minorities and the mass media. In J. Bryant & D. Zillman (Eds.), *Perspective of media effects*. Hillsdale, NJ : Erlbaum, 156-188.

²⁶ Greenberg, B.S., Brand, J.E. (1994). Minorities and the mass media: 1970s to 1990s. Bryant, J., Zillman, D. (1994). *Media effects advances in theory and research*. Hillsdale, NJ : Erlbaum, 273-314.

²⁷ Weigel, R.H., Loomis, J.W., Soja, M.J. (1980). Race relations on prime time television. *Journal of Personality and Social Psychology*, 39 (5), 884-893.

²⁸ McArthur, L.Z., & Resko, B. G. (1975). The portrayal of men and women in American television commercials. *The Journal of Social Psychology*, 97, 209-220.

²⁹ Manstead, A.R.S, McCullough, C. (1981). Sex role stereotyping in British television advertisements. *British Journal of Social Psychology*, 20, 171-180.

³⁰ Livingstone, S., Greene, G. (1986). Television advertisements and the portrayal of gender. *British Journal of Social Psychology*, 25, 149-154.

Les analyses de Gerbner, Gross, Morgan & Signorielli (citées par Morgan, 1982³¹) montraient que la représentation des femmes était souvent réduite à des rôles domestiques traditionnels, exclues du monde du travail et qu'elles jouaient davantage des rôles de victimes de la violence (cette tendance diminuant si elles étaient mariées). Le message implicite semblait être : « le foyer est la place la plus appropriée et la plus sûre pour une femme ».

Et le sexisme n'est évidemment pas le seul exemple de message latent des représentations médiatiques. George Gerbner et ses collaborateurs (Gerbner et al., 1986, o.c.) ont observé que les personnes âgées de plus de 65 ans, qui constituaient la partie en forte croissance de la population américaine, étaient sous-représentées dans les téléfilms. Les effets de ces traitements discriminants ont été vérifiés expérimentalement et montrent que leur absence à la télévision conduit à sous-estimer le poids réel de ces groupes dans la population et provoque une sorte d'invisibilité sociale de ces individus (Huston et collaborateurs, 1992³²). Ainsi, les téléspectateurs assidus avaient tendance à estimer que les personnes âgées étaient une « espèce en voie de disparition » (*vanishing breed*), qu'elles étaient moins nombreuses que les personnes de vingt ans, qu'elles étaient en mauvaise santé et qu'elles ne vivaient pas autant.

On se n'étonnera pas que les téléspectateurs assidus révèlent des scores sur une « échelle de sexisme » supérieurs aux spectateurs occasionnels (Signorielli, 1989³³). Quant au vieillissement, il devient un état anormal et les personnes âgées sont différenciées de nous-mêmes, « alterifiées » en quelque sorte (Coupland & Coupland, 2001³⁴, parlent de *discursive "othering" of old people*).

Problématique / angle d'approche de l'invisibilité

Construction et diffusion des représentations

Les processus que nous avons décrits jusqu'ici nous permettent de poser des hypothèses sur la façon dont les représentations à propos de l'invisibilité sociale se construisent et se diffusent. Nous faisons donc reposer notre réflexion sur les théories des représentations sociales et professionnelles. Les premiers travaux concernant les représentations sociales les définissaient déjà comme des « formes de savoir naïfs destinées à organiser les conduites et orienter les communications » (Moscovici, 1976)³⁵, à la fois sources des échanges et constructions de ces dernières, elles fondent des « principes générateur de prise de position » (Doise, Palmonari, 1986)³⁶. Si les représentations sociales ne reprennent pas forcément l'intégralité du discours de la presse généraliste, la récurrence d'un sujet ou la sur-représentations d'une thématique va, à défaut de créer un contenu de pensée sociale, en définir un périmètre.

³¹ Morgan, M. (1982). Television and adolescents' sex role stereotypes: A longitudinal study. *Journal of Personality and Social Psychology*, 43 (5), 947-955.

³² Huston, A., Donnerstein, E., Fairchild, H., Feshbach, N., Katz, P., Murray, J., Rubinstein, E. & Zuckerman, D. (1992). *Big world, small screen: the role of television in American society*. Lincoln, NE : University of Nebraska Press.

³³ Signorielli, N. (1989). Television and conceptions about sex roles: Maintaining conventionality and the status quo. *Sex Roles*, 21 (5/6), 337-356.

³⁴ Coupland, N., Coupland, J. (2001). Language, ageing and ageism. In W.P. Robinson & H. Giles (Eds.), *The New Handbook of Language and Social Psychology*. J. Wiley & Sons LTD, 465-486.

³⁵ Moscovici, S. (1976). *La psychanalyse, son image et son public*. Paris, France: Presses universitaires de France.

³⁶ Doise, W., & Palmonari, A. (Éd.). (1986). *L'étude des représentations sociales*. Neuchâtel, Suisse, France

En miroir à ces connaissances, les groupes sociaux construits dans un contexte professionnel vont faire émerger des représentations professionnelles, « Ni savoir scientifique, ni savoir de sens commun, elles sont élaborées dans l'action et l'interaction professionnelle, [...] en rapport avec des objets saillants pour eux dans ce champ » (Bataille, Blin, Mias et Piaser, 1997)³⁷.

Sur notre terrain ces processus vont se définir à travers l'existence de trois systèmes de représentation : médiatique, politique et social. Le système médiatique, d'abord, décrit les processus de développement, de diffusion et de construction des représentations médiatiques au travers des médias, et dans le cas présent, des médias d'information (une autre étude pourrait concerner la représentation des *invisibles* dans d'autres produits médiatiques, tels que les films ou séries). Il s'agit de s'intéresser à la façon dont les médias (se) construisent et diffusent des représentations des groupes de populations. Le système politique, ensuite, est abordé ici en tant que source potentielle des représentations médiatiques. Ce qui génère le débat politique va ensuite être traduit en représentation médiatique. Les représentations politiques basées, d'une part sur l'expertise et d'autre part sur la gestion, la gouvernance, vont donner lieu, par un processus de traduction, d'adaptation, d'assimilation, à des représentations médiatiques. Enfin, le système des représentations sociales est formé, quant à lui, des représentations quotidiennes, d'un savoir "naïf" tel qu'il se propage dans l'opinion publique. Ces représentations sont davantage préoccupées par le jugement, des critères d'évaluation et la communication entre personnes.

Entre ces trois systèmes interviennent un ensemble de processus : des processus d'influence réciproque entre médias et le politique, de séduction et de pression entre le politique et l'opinion publique, de captation et d'information entre médias et opinion publique. C'est cette articulation complexe que nous avons souhaité interroger dans le cadre de cette étude sur l'invisibilité sociale. Nous voudrions montrer comment les représentations de l'invisibilité sociale pouvait avoir sa source dans ces relations complexes entre ces trois systèmes.

Si nous avons cherché à aborder ces trois systèmes d'une façon la plus générale possible, nous n'oublions pas qu'ils constituent des univers traversés par des tensions et des régulations internes, mais également en interaction les uns avec les autres. Il va sans dire que le système politique est, par définition, un lieu de conflits et d'affrontements sur la définition même des objets sociaux. Les médias ne constituent pas un système homogène, mais connaissent des dynamiques concurrentielles et des inscriptions éditoriales. Quant à l'opinion, sa diversité sociologique se traduit également dans sa façon de sélectionner, recevoir et traiter les informations.

Ici, donc, les représentations politiques sont abordées à partir des sessions de l'Assemblée Nationale (1997-2014) qui constituent la matérialisation du débat politique, la définition des enjeux et problématiques à un moment donné. Les représentations médiatiques sont étudiées à partir des dépêches de l'AFP dans un contexte de crise économique (2008-2014). Les dépêches de l'AFP ont la particularité de ne pas être directement éditorialisées, elles nous renseignent néanmoins sur le type de traitement privilégié d'une information, comme point de départ du processus de construction des représentations médiatiques. Les représentations sociales sont envisagées quant à elles à partir

³⁷ Bataille, M., Blin, J. F., Mias, C., & Piaser, A. (1997). Représentations sociales, représentations professionnelles, système des activités professionnelles. *L'année de la recherche en sciences de l'éducation*, 1997, 57-89.

d'une comparaison entre les discours produits sur et par les quartiers (presse institutionnelle nationale et régionale et presse associative de quartier).

Méthodologie

L'invisibilité sociale est une notion large ne ciblant pas *a priori* de catégories de populations spécifiques. Dans le cadre de cette approche par les médias il était en effet délicat de définir l'invisibilité à partir de la présence ou de l'absence des populations dans les médias. Il paraissait plus porteur de comprendre l'invisibilité en considérant les processus d'invisibilisation médiatique de certaines populations présentes dans nos textes, par l'analyse de la façon dont ces dernières sont traitées. Il s'agit donc de pouvoir identifier des types de processus liés à l'invisibilisation sociale.

Pour étudier de tels processus d'invisibilisation, quatre grandes catégories de population ont été définies. Les deux présumés qui ont conduit à la constitution de ces groupes de populations sont, d'une part leur présence dans les discours politiques et médiatiques étudiés, d'autre part les controverses et prises de position dont ils peuvent faire l'objet dans le débat public.

Le premier groupe est axé sur la thématique de l'accès à l'emploi. Un répertoire a été constitué à partir des termes pouvant se rapporter à cette question dans les discours de l'Assemblée Nationale et les dépêches de l'AFP : *chômeur, sans-emploi, fin-de-droit*.

Le deuxième groupe porte sur le statut de travailleur et/ou de salarié. Le répertoire est composé des formes suivantes : *travailleur, salarié et ouvrier*.

Le troisième groupe est structuré par la thématique de l'immigration (*sans-papier(s), réfugié(s), clandestin, rom, roumain*) et le quatrième de la grande pauvreté (*sans-domicile, SDF, sans-logis, sans abris, sans logement*).

Ces répertoires ont permis la composition de sous-corpus indépendants dans leur définition. Ils se prêtent ainsi à une comparaison ayant pour objectif de mettre en évidence des points communs et des oppositions dans le traitement thématique et lexical qui est fait de ces groupes dans les textes de l'Assemblée Nationale et les dépêches de l'AFP.

Le contenu de ces sous-corpus est étudié selon les méthodes et les outils de l'analyse statistique de données textuelles et le logiciel libre *Iramuteq* (P. Ratinaud, LERASS, Université de Toulouse). Cette approche repose sur une partition des textes en segments de texte permettant de mettre en relation le lexique identifié et comptabilisé dans ces textes avec ses contextes d'apparition (segments de textes).

Résultats

Une invisibilité liée au travail

Stéphane Rapelli fait référence, au sujet des auto-entrepreneurs, à une invisibilisation par focalisation sur une autre personne ou catégorie de personne. La référence à un modèle, l'entrepreneur par exemple, invisibiliserait les travailleurs non-salariés pauvres.

Nous avons souhaité appliquer et tester cette notion en effectuant une mise en relation, une comparaison entre le traitement politique et médiatique des travailleurs et des chômeurs, en interrogeant la façon dont un modèle pouvait être présenté contre un autre modèle.

Le traitement qui est fait des chômeurs et des travailleurs tant dans l'AFP qu'à l'Assemblée Nationale relève davantage d'un traitement externe, situationnel. Ces groupes sont en effet abordés en fonction de la conjoncture, du contexte et de macro-variables, plutôt que du point de vue des personnes ou des populations.

Le chômeur disparaît en tant que personne au profit de chiffres normatifs, produits et repris par les institutions, en l'occurrence, l'Assemblée Nationale. Il est essentiellement considéré comme un taux et plus rarement comme une personne. Ces chiffres du chômage fournissent un outil d'évaluation des politiques publiques et peuvent être instrumentalisés dans le cadre de controverses politiques :

Les chiffres sont parlants voire inquiétants et redoutables. Le nombre de chômeurs s'est accru de 283 000 en 3 ans, alors qu'il avait baissé de 500 000 sous la législature précédente.

Le traitement du chômage est assez conjoncturel car il apparaît à certains moments, à mi-mandat par exemple, pour disparaître à d'autres.

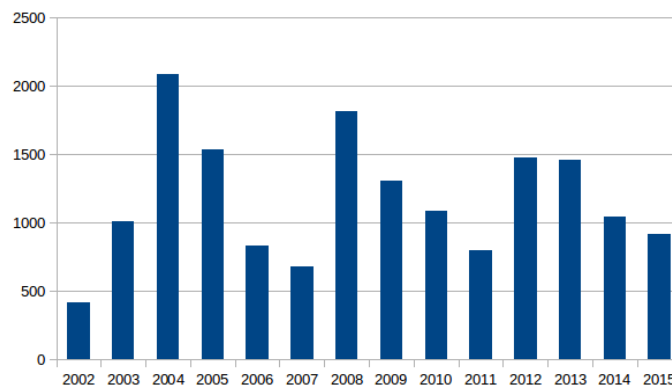


Illustration 1: Répartition temporelle des segments de textes traitant des chômeurs à l'assemblée nationale

De façon plus inattendue, nous pouvons identifier un processus similaire dans le cas du travailleur. Le travailleur n'est pas évoqué dans une optique de mise en exemplarité, de réussite, ou de protection statutaire, mais dans une conjoncture de pressions face au nombre de chômeurs. Le travailleur est ainsi présenté comme une future victime potentielle du chômage, qui agit à la fois comme une pression et une menace.

L'État ne contrôle plus rien ; les salariés de l'industrie se sentent floués ils devaient travailler plus pour gagner plus or dans le meilleur des cas ils travaillent autant pour gagner moins et bien souvent ils ne travaillent plus du tout.

Au delà de cette généralité le travailleur peut également être mentionné selon des catégories bien spécifiques à la question sociale (travailleur pauvre, précaire, social...).

Il existe donc une grande porosité entre les deux catégories du chômeur et du travailleur, ce qui nous renvoie à la question de l'invisibilité par focalisation. Lier les deux catégories conduit à ne pas

considérer ce qu'elles ont en propre. Le chômeur n'est défini que par l'exclusion du travail, alors qu'il est exclu de bien d'autres aspects de la vie sociale. Le travailleur est présenté comme risquant de perdre son travail, alors qu'il a également bien d'autres revendications dans la préservation ou l'amélioration de ses conditions de travail et de ressources.

On notera que le salarié est moins présent, mais on peut identifier quelques occurrences souvent en liaison avec le monde de l'entreprise. Ici, c'est le salaire qui lie l'humain à l'organisation dans un rapport de soumission forcée. L'ouvrier, enfin, est encore plus minoritaire et il apparaît comme une catégorie intermédiaire entre salarié et travailleur, souvent liée au secteur du BTP.

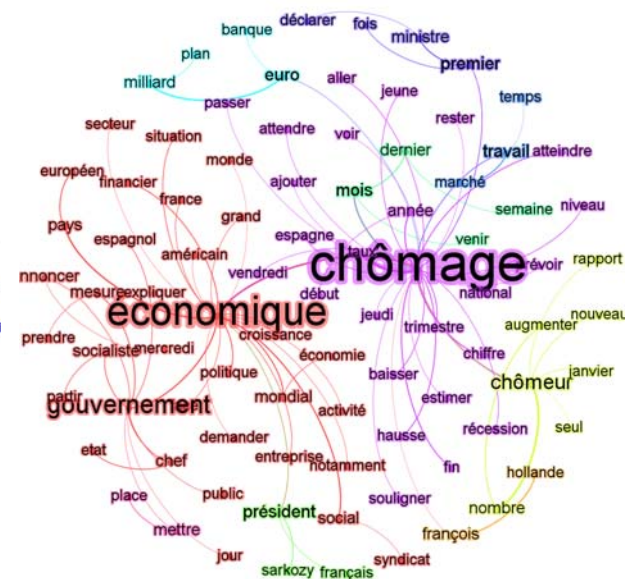
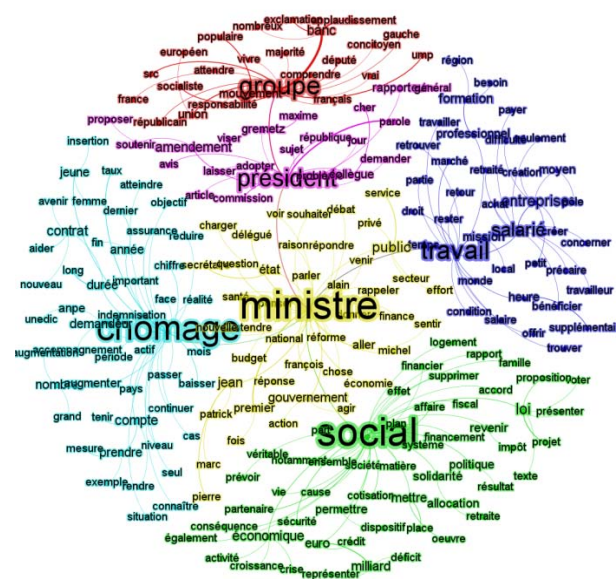


Illustration 2: Analyse de similitude du corpus chômeur dans l'assemblée nationale

Illustration 3: Analyse de similitude du corpus chômeur dans l'AFP

L'analyse lexicale des corpus « chômeur » et « travailleur » à l'Assemblée Nationale et dans l'AFP montre qu'il existe une très grande porosité entre les traitements médiatiques et politiques. Les grandes catégories de lexique utilisées pour parler des chômeurs sont les mêmes, on pourrait ainsi en déduire que l'AFP reprend de façon assez brute le contenu des débats tels qu'ils sont abordés à l'Assemblée Nationale. Il existe cependant un discours d'expertise dans les minutes de l'assemblée nationale considérant le chômeur comme un demandeur d'emploi, statut auquel est associé un monde lexical spécifique mêlant formation accompagnement et reclassement.

Une invisibilité liée à la pauvreté

Un second type d'invisibilité a été identifié autour du traitement de la question de la pauvreté.

Pour ce qui est des populations caractérisée par la grande pauvreté (SDF, Réfugiés, sans-papiers), le traitement, par comparaison aux « chômeurs », plus interne et centré sur les populations et les personnes elles-mêmes. Contrairement à la superposition lexicale que montraient nos deux sources sur la thématique économique, nous assistons ici à une différenciation des discours tant dans un aspect qualitatif que quantitatif.

A l'assemblée Nationale, un témoignage du discours d'expertise apparaît lexicalement de façon très claire : les différents types de population font l'objet d'un traitement thématique bien spécifique. Ainsi les termes « réfugiés », « immigrés » ou « sans papiers » sont spécifiques d'un contexte et de mesures se rapportant à leur statut.

Au contraire, dans l'AFP cette taxinomie laisse place à un lexique beaucoup plus homogène, nous retrouvons peu de distinction entre les différentes catégories de population relevant de la grande pauvreté, comme si ces différentes formes pouvaient être traitées à partir du même lexique.

Il semble que, là où l'Assemblée nationale doit débattre d'analyses et de logiques d'actions distinctes en fonction des catégories et des situations, les médias appliquent une grille de lecture uniforme dont on peut se demander si elle ne relève pas d'un traitement plus général de la marginalité.

Les chiffres traitant de ces populations sont également présents, mais ici, ils sont la production d'associations (par exemple, la fondation abbé-pierre pour les SDF) et ont une vocation différente d'états des lieux, voir d'alerte. On notera que ce discours associatif utilise de façon significative le terme SDF, les autres intervenants (politiques) préférant les formes « sans-abris » et « sans-domicile ».

Contrairement à la thématique économique où le discours médiatique se calquait sur le discours politique, ici nous observons une sur-représentation de certains groupes sociaux. Les médias créent un monde supplémentaire axé sur la pauvreté, avec une sensibilité à l'urgence conjoncturelle accentuée par l'événement saisonnier (hivers, grand froid)... Comme le présentait le rapport de 2001 « le thermomètre reste le meilleur allié des pauvres » pour accéder à la médiatisation. Nous observons également une sur-représentation des articles traitant des SDF au moment de l'entrée en vigueur de la trêve hivernale dans l'AFP, tandis que sur cette même temporalité les discours de l'assemblée nationale restent stables. On confirme ici un traitement plus autonome des médias qui, contrairement à la thématique du chômage, imposent leur propre agenda, éventuellement sous la forme des « marronniers ».

Cette liberté médiatique dans les choix de sujets est encore plus saillante sur la question de l'immigration. Nous observons dans les illustrations 4 et 5 une prééminence d'un sous-pôle sur les Roms dans le discours médiatique, alors qu'il n'en est pas fait mention à l'Assemblée nationale.

numérisation des documents...), on doit prendre acte du fait que nous étudions un discours de diffusion, avec ses attentes, ses objectifs, ses modèles et ses contre-modèles.

Selon certaines approches, l'invisibilité est liée à l'audibilité des personnes ou groupes de personnes dans l'espace public. En effet leur mise en lumière ne signifie pas pour autant leur prise de parole. Or, cette capacité à porter sur l'espace public une parole audible et relayée fidèlement par les médias est une caractéristique importante de la visibilité sociale. (Voirol, 2005)³⁸.

Nous avons ainsi souhaité étudier les discours des « quartiers » sur les « quartiers » par la mise en confrontation de trois grands types de discours médiatiques : celui de la presse quotidienne nationale (*L'Humanité, Libération, la Croix, le Figaro*), celui de la presse quotidienne régionale (*la Dépêche du Midi*) et celui d'une presse associative de quartiers prioritaires ou non (*Coursives d'Empalot, Reynerie Miroir, lettre du Comité de Quartier de Borderouge et Bavard et Pipelette, lettre du comité de quartier du Grand Selve*). L'existence même de cette presse associative est révélatrice d'une forme d'invisibilité ou d'inaudibilité sociale puisque sa production est motivée par la mise en lumière d'une autre parole, plus locale, celles des habitants des quartiers.

La confrontation de ces discours a pour objectif de mettre en évidence des types de processus d'invisibilisation, certains prenant source dans le traitement thématique des quartiers, d'autres dans la production discursive. Comment on en parle et qui parle?

Comment la presse institutionnelle parle-t-elle des quartiers? (l'invisibilité par cadrage médiatique)

Dans la presse institutionnelle (nationale et quotidienne) les quartiers sont principalement abordés sous l'angle de l'immobilier et du patrimoine (politique de logements sociaux, beaux quartiers, tourisme), des commerces et enfin, des faits divers. Le terme "banlieue" est également utilisé dans le contexte des débats portant sur des problèmes sociaux (immigration, insécurité, délinquance), comme s'il était devenu la représentation urbaine des problèmes sociaux (F.Dubet,1996)³⁹. Le territoire envisagé est principalement concentré autour de Paris et des départements avoisinants la capitale (Seine-Saint-Denis). La province reste peu visible dans la presse nationale, hormis lorsqu'il est question de tourisme ou de faits divers violents, qu'ils soient ponctuels ou récurrents (exemple : quartiers nord de Marseille, affaire Mérah à Toulouse). Il pourrait s'agir dès lors d'une forme première d'invisibilité médiatique : on parle très peu des quartiers de province, hormis lorsqu'ils s'avèrent être, soit les théâtres de violences ou de délinquance, soit de coquettes destinations touristiques.

Le resserrement progressif de la focale du national au régional fait émerger de nouvelles thématiques autour du quartier.

³⁸ Voirol O., 2005. « Les luttes pour la visibilité. Esquisse d'une problématique. ». *Réseaux*, vol.23 – n°129-130, p.89-121.

³⁹ Dubet F.,1996, La crise de la ville aujourd'hui, in Augustin J.-P. et Gillet J.-C. , *Quartiers fragiles, développement urbain et animation*, Presses Universitaires de Bordeaux, coll. Le territoire et ses acteurs, 192 p.

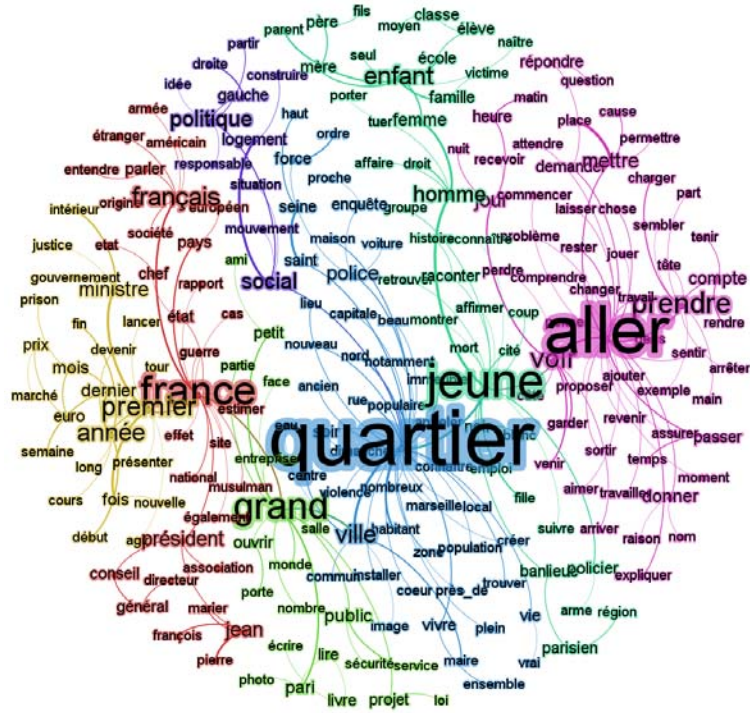


Illustration 6 : Analyse de similitude, presse nationale, Iramuteq

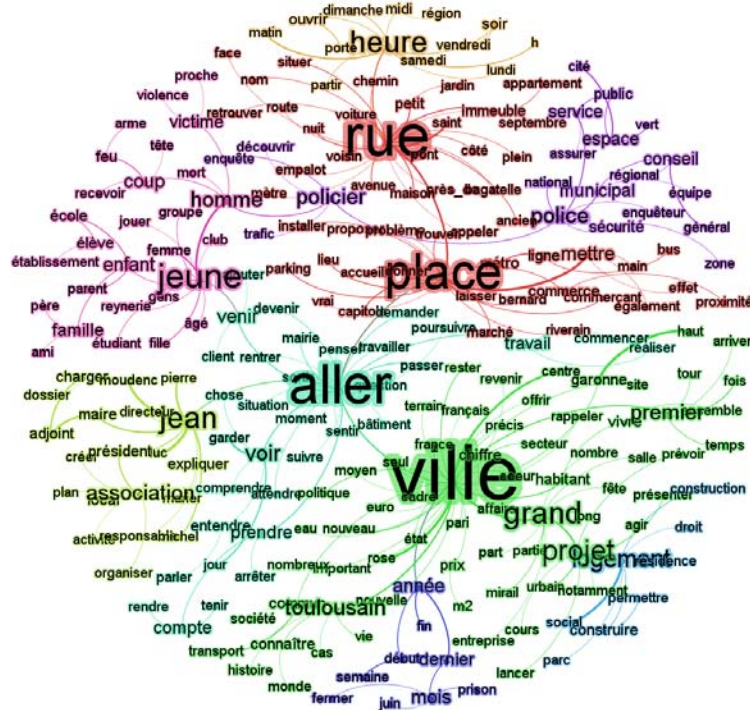


Illustration 7 : Analyse de similitude, presse régionale, Iramuteq

La presse régionale élargit la médiatisation de cet espace aux animations culturelles, à l'urbanisme et à la gouvernance locale, thématiques qui viennent s'ajouter aux précédentes (immobilier, commerces et cafés, faits-divers). Le débat de société en est cependant absent, la presse locale privilégiant une approche plus pragmatique de l'actualité (Lochard, 2001, o.c.). L'image véhiculée des

quartiers s'en trouve un peu plus diversifiée et l'accent est parfois mis, surtout pour les quartiers du centre-ville, sur des éléments relatifs à la vie de quartier (cafés, restaurants, commerces de proximité, culture).

Néanmoins, les quartiers dits prioritaires ou "politique de la ville" sont principalement assignés aux rôles de théâtres de faits divers de délinquance (trafic de drogues, règlements de compte, incendies). La presse régionale, plus rarement, leur concède le statut d'espaces dans lesquels peuvent avoir lieu des événements, plutôt ponctuels, culturels et socioculturels.

La narration des faits divers liés à la violence s'effectue d'une façon remarquablement homogène d'un point de vue lexical et morphosyntaxique. Elle fait intervenir les mêmes types de protagonistes selon les mêmes modalités et les mêmes formes de stigmatisation (réurrence du mot "jeune", prénoms à consonances maghrébines, mention d'une marque de voiture en particulier). Le rythme et la narration sont les mêmes : les faits sont décrits avec la plus grande précision quant à leur environnement (cité, quartier spécifique, notamment dans la presse régionale). Ils semblent calqués sur les rapports de police (réurrence du mot "individu") :

"Ils ont ensuite pris la fuite en proférant des menaces de mort. Tir coup de feu devant la discothèque. Un coup de feu a été tiré depuis une voiture BMW, dans la nuit de samedi à dimanche." Source, la Dépêche du Midi, Rubrique Vie locale, 04/09/2014

"La voiture en feu avait servi au braquage. Le véhicule volé utilisé par une équipe debraqueurs qui a dérobé la caisse d'un supermarché Champion le 2 janvier avenue Henri Guillaumet à Toulouse a été retrouvé brûlé dans le quartier de la Gloire samedi matin." Source, la Dépêche du Midi, Rubrique Vie locale, 07/01/2008

Dans cet environnement, une figure est particulièrement représentative d'une stigmatisation par assignation thématique et catégorielle : celle du "jeune de banlieue".

Le « jeune » peut être placé en position de témoin, de victime ou de délinquant mais son association au contexte de faits de violence dans les quartiers dits « sensibles » a un effet de renforcement des stéréotypes négatifs associés aux jeunes et aux quartiers. Ils sont souvent décrits au pluriel, ce qui tend également à activer le schéma de la « bande de jeunes » (Hille, 2015⁴⁰ ; Carpenter & Horvath, 2015⁴¹). Cette focalisation sur une image attendue du "jeune de banlieue", homogénéisante, invisibilise la diversité des profils et des situations que l'étiquette "jeune" peut recouvrir. Leur apparition dans un contexte essentiellement caractérisé par la violence et les faits divers, récurrents, empêche d'aborder la question du "jeune" selon d'autres angles d'approches.

Qui prend la parole dans la presse institutionnelle et dans quel but? (une parole médiée, les contraintes d'accès des voix ordinaires et discordantes aux médias)

Dans la presse nationale et régionale, les prises de paroles sont souvent conditionnées par le statut social des personnes (spécialistes, hommes politiques, représentants de groupes) et la thématique traitée. Pour les spécialistes et hommes politiques, la forme de discours est explicative et

⁴⁰ Hille, F., Bandes de jeunes ! Pensée sociale et pensée professionnelle, entre-communication et héritage : la construction des représentations professionnelles d'un objet sensible dans le champ de l'éducation spécialisée, Sous la direction de Christine Mias et de Michel Lac, Toulouse Jean-Jaurès, Sciences de l'éducation, soutenue le 13/11/2015

⁴¹ Carpenter J., Horvath C. (dir), 2015, Regards croisés sur la banlieue, Ed Peter Lang, 271 p.

argumentative, c'est un discours d'expertise. Ils interviennent en tant que spécialistes d'une question, qu'ils soient représentants politiques, chercheurs, hommes de terrain, etc. Ils sont interrogés pour apporter un éclairage expert pour les hommes politiques en matière de gouvernance et d'agenda électoral (pour la presse locale, les élus interviennent également en matière d'urbanisme) pour les spécialistes chercheurs ou acteurs de terrain, pour ce qui relève des problèmes sociaux ou faits de société, traités comme tels dans le débat médiatique. Leur prise de parole intervient dans le cas présent selon un registre argumentaire ou explicatif.

Une parole "non-experte" peut-être relayée, essentiellement dans la presse régionale de deux façons distinctes. Dans le cadre de projets d'urbanisme pouvant impacter le "vivre-ensemble", une parole citoyenne collective peut-être portée par des groupements d'habitants ou des listes citoyennes. Elle entre ainsi en confrontation avec des paroles d'élus ou d'experts en urbanisme. Individuellement, elle a principalement une visée illustrative et prend la forme de témoignages. Dans la presse nationale, ces témoignages et portraits sont essentiellement transmis par le journal *Libération*. Ces récits de vie sont souvent relatés du point de vue des trajectoires familiales, comme en témoignent les segments de texte ci-dessous :

"Elle retourne voir son père, sa mère qui conduit à l'école des enfants handicapés et cuisine le meilleur des couscous ainsi que son frère et sa soeur, ses cadets. Ma famille est maghrébine." Source Libération (rubrique Sports), 23/11/2012

"Les femmes ont réussi à prendre conscience des discriminations à leur rencontre. Hawaou a eu la malchance de naître dans une famille d'illétrés. Père commerçant, mère au foyer, elle est l'aînée d'une fratrie de huit enfants." Source l'Humanité, 21/10/2014

Dans la presse régionale, les prises de paroles individuelles interviennent dans les contextes de la vie commerçante de quartier, de faits divers, d'élections locales, de sport et de culture locale. Dans un contexte électoral, la presse régionale relaye ainsi volontiers des témoignages illustrant le désaveu des électeurs vis-à-vis de la classe politique. Elle a pour effet, dans ce cas, de renforcer l'image déjà bien présente de l'électeur désabusé, voire résigné. Pour les faits divers, les témoignages viendront appuyer le caractère dramatique de l'événement. Il en va de même pour les faits de société. Les témoignages individuels sont ainsi, la plupart du temps, instrumentalisés pour apporter authenticité et véracité au récit journalistique et à sa grille d'interprétation.

Quelquefois cependant, ils relatent des trajectoires exceptionnelles, sous la forme de portraits (artistes, sportifs, entrepreneurs, etc.), notamment dans les quartiers prioritaires. Loin de porter atteinte aux stéréotypes, ce type de portrait au caractère exceptionnel pourrait avoir tendance à les renforcer, comme si l'exception confirmait la règle, et ce, y compris lorsque les personnes tentent de procéder à une inversion de stigmatisme sur les quartiers dont ils sont issus et dans lesquels ils vivent encore parfois. Ces personnes deviennent des personnalités et sont traitées comme telles selon le double prisme de l'exemplarité et de l'exceptionnalité. La masse demeure invisible, tout en étant surreprésentée dans des contextes négatifs et stéréotypés. Ces portraits n'apportent pas réellement d'images alternatives à celles produites par les catégories mais restent néanmoins une tentative de mettre en lumière autre chose que l'exclusion sociale dans les quartiers populaires. On peut, dès lors, poser l'hypothèse que la constitution en groupe ou collectif agit comme un rempart contre l'invisibilité ou un moyen d'accès aux arènes de la visibilité médiatique, car l'existence de porte-

Un dernier trait distinctif de la presse associative est porté par la thématique de l'engagement citoyen. Il y est abordé de deux façons très différentes l'une de l'autre.

Pour la presse émanant de comités de quartiers non prioritaires (*Lettre du Comité de quartier de Borderouge et du Grand Selve*), l'engagement citoyen réside dans l'amélioration des conditions du vivre-ensemble, du cadre de vie. Pour la presse associative basée dans les quartiers prioritaires, l'angle d'approche principal est celui de l'accès aux droits fondamentaux, la lutte contre l'exclusion, les discriminations et le besoin de créer des espaces d'expression citoyenne et de solidarité. L'amélioration des conditions de vie ne passe pas majoritairement par l'amélioration du cadre de vie mais bien par l'accès aux droits et services fondamentaux garantis par la République.

Quelle parole la presse institutionnelle rend-elle audible? (un espace d'expression non conditionné par les catégories sociales)

La presse associative accorde un espace de parole aux inaudibles, inconditionnel.

En effet, dans la presse associative, on constate que la parole est laissée aux personnes de façon assez libre. Ces segments correspondent essentiellement aux journaux associatifs des quartiers prioritaires (de la Reynerie et les *Coursives d'Empalot*). Ces paroles sont en relation avec les thématiques abordées par les journaux, au fil des numéros, mais dans des rubriques récurrentes, clairement identifiées comme telles. Les *Coursives d'Empalot* disposent en effet d'une rubrique « témoignages » où chacun peut s'exprimer au sujet des thèmes du numéro, loin des effets de dramatisation par « micro-trottoir » ou d'exemplification par l'individualisation.

A la vue de la diversité des thématiques et de la façon de distribuer la parole aux personnes en fonction de leur envie de communiquer, on peut poser de façon plus ferme l'hypothèse que la presse associative est bien un vecteur d'accès à une autre parole, invisibilisée par la presse traditionnelle. Les thématiques abordées sont beaucoup plus diversifiées et on ne donne pas la parole aux personnes en fonction de leur statut ou de leur implication dans tel ou tel sujet, mais en fonction de ce qu'elles ont à dire à propos de telle ou telle thématique, qu'elles appartiennent ou non à une association, qu'elles soient investies ou non dans une démarche citoyenne.

Conclusion

Pour revenir aux ancrages théoriques qui présidaient à notre approche, on peut constater que les effets d'*agenda setting*, illustrant une certaine porosité entre politique (Assemblée nationale) et médias (AFP), concernent certains processus d'invisibilisation, mais pas tous. Les médias élaborent également des discours sur des populations qui sont peu traitées du point de vue politique (le cas des Roms, des réfugiés). Ainsi, une spirale du silence politique n'empêche pas une spirale du vacarme médiatique. Une population va pouvoir être rendue ultra-visible sous l'effet d'une opportunité politique et médiatique, c'est-à-dire sous l'effet de la possibilité pour des commentateurs de générer une controverse et faire jouer des rapports d'alliance et d'opposition entre différents groupes ou personnalités politiques.

Plus généralement, quatre modes d'accès à la médiatisation sont mis en évidence par Yves Lochard⁴² à propos de la pauvreté. Soit par le biais d'événements habituels et apaisés, soit un accès conquis du fait d'une communication volontaire cherchant à s'imposer, soit dans le cas d'événements perturbateurs qui « créent l'événement », soit via des accidents, rubriqués en tant que faits-divers entraînant de nombreuses interventions et commentaires dans lesquels se mêlent compassion et indignation. Nous avons pu constater que certains de ces mécanismes pouvaient être identifiés dans le traitement qui est fait de certaines populations.

S'agissant des chômeurs, ils accèdent aux arènes de la médiatisation de façon relativement habituelle et apaisée, en tant que chiffres et indicateurs. Néanmoins l'évocation de manifestations de chômeurs en Espagne par l'AFP semble correspondre davantage à une logique perturbatrice, les manifestations créent l'événement qui n'est pas nécessairement routinier s'agissant des chômeurs et accèdent à un autre type de visibilité.

Les salariés quant à eux peuvent bénéficier d'un type de médiatisation conquise, du fait de l'action des syndicats et du dialogue social.

Pour les SDF, la médiatisation est à la fois routinisée, habituelle et conquise lorsqu'il est question de la publication des rapports des fondations, des associations, du lancement de la trêve hivernale, mais elle peut également être assujettie à la logique de l'accident lorsque une vague de froid s'abat sur le pays.

Les migrants, enfin, sont médiatisés, nous l'avons vu, du point de vue de l'accident : ce sont les vagues d'immigration qui entraînent la médiatisation des populations. Le traitement qui en est fait correspond par ailleurs parfaitement à ce qu'Yves Lochard décrivait, entre compassion et indignation.

A ces logiques s'oppose la parole des populations concernées. Cette problématique de l'accès aux médias par les groupes et collectifs a été particulièrement développée par la sociologie des problèmes publics (J.Gusfield, 2009⁴³ ; E.Neveu, 2015⁴⁴).

Pour les personnes socialement "défavorisées", la mise en lumière de leur situation sous l'angle des problèmes sociaux ne s'accompagne que rarement, et à des fins illustratives, d'une prise de parole directe. Ce sont aux associations, aux chercheurs et parfois aux travailleurs sociaux à qui reviennent les rôles de porte-paroles ou de commentateurs. La mise en récit des vies ordinaires est plus diversifiée dans la presse régionale. Le « je » y est plus fréquent et renvoie à des contextes différents : faits divers, vie de quartier, culture toulousaine, sport et politique. Néanmoins, si les vies ordinaires contribuent à donner corps à la vie locale, peu de cas est fait des personnes subissant des formes de discriminations, d'inégalités et de vulnérabilité. Il en va de même pour les personnes étiquetées sous des catégories englobantes tels que les jeunes.

Cette catégorisation des récits de vie invisibilise la portée médiatique des vies ordinaires car elle intervient dans des contextes souvent négatifs et ne témoigne pas d'une inscription de ces voix dans les débats publics citoyens. Elles sont cantonnées au mieux dans l'univers du social, au pire dans

⁴² Lochard Y., 2001, Les représentations de la pauvreté dans la presse écrite, Les travaux de l'ONPES 2001-2002, Cahier n°2, chap.2, p.105

⁴³ Gusfield J.,2009, La culture des problèmes publics. L'alcool au volant : la production d'un ordre symbolique, *Économica*, coll. « Etudes Sociologiques », 354 p.

⁴⁴ Neveu E., 2015, *Sociologie politique des problèmes publics*, édition Armand Colin, coll.U, 288 p.

l'univers sécuritaire. Elle confère néanmoins une voix aux quartiers "sensibles" mais elle diffère assez peu du traitement dominant de ces espaces.

Les quartiers « prioritaires », « sensibles », « banlieues », « cités »... sont porteurs d'une certaine invisibilité, du fait de la stigmatisation dont ils sont par ailleurs victimes. Cette stigmatisation (délinquance et exclusion sociale) empêche la mise en lumière d'autres aspects, d'autres images et d'autres discours des quartiers et des personnes qui les peuplent.